

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE**

855 rue René Descartes  
(siège social)  
13100 AIX EN PROVENCE

Références : 20220830\_RAP\_InspCMSE\_AimeLaPlagne\_Géorisquesodt.odt  
Code AIOT : 0006101498

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE implanté Lieux-dits « Villette La Ravoire » et « Villette Les Crêtes » 73210 AIME LA PLAGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection de la carrière CMSE à Aime-La-Plagne, prévue au programme d'inspection pour l'année 2022, fait suite au renouvellement de l'autorisation d'exploiter en date du 31/03/2022. Elle s'inscrit par ailleurs à la suite d'un courrier formulé par la maire d'Aime-La-Plagne à l'attention de monsieur le préfet et demandant de vérifier que la gestion des poussières est bien faite conformément à l'arrêté préfectoral. Cette demande annexe les constats réalisés par la Police Municipale d'Aime-La-Plagne intervenue après réception par la commune d'une alerte du Président de l'association "Stop Carrière" se plaignant de poussières trop importantes sur le site de la carrière de Villette.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE
- Lieux-dits « Villette La Ravoire » et « Villette Les Crêtes » 73210 AIME LA PLAGNE
- Code AIOT : 0006101498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société CMSE (ex-CMCA), filiale de la société COLAS, exploite à Aime-la-Plagne une carrière à ciel ouvert de calcaire sous couvert d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 31 mars 2022.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention des nuisances poussières
- Prélèvements et protection de la ressource en eau (cadre sécheresse)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 2.1.2	/	Sans objet
6	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 3.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 2.1.1	/	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 2.1.2	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 2.1.3	/	Sans objet
5	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 3.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite d'inspection du 30/08/2022 mettent en évidence le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31/03/2022 en particulier en ce qui concerne les dispositions réglementaires en matière de prévention des nuisances poussières et en matière de protection des ressources en eaux. Quelques points d'améliorations ont été relevés en lien avec la formalisation des mesures déjà en place sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité. Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières. Le brûlage à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b> Les constats réalisés lors de l'inspection du 30/08/22 n'ont pas mis en évidence d'écart vis-à-vis des bonnes pratiques attendues en termes d'exploitation de carrière. Les dispositions prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage ou nuire à la santé et à la sécurité publique sont conformes aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 22/09/94 et en cohérence avec l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31/03/22.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction des émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toute disposition utile pour prévenir et limiter l'émission et la propagation de poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage. A cet effet : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;</li><li>- la vitesses des PL et engins de carrière circulant sur le site est limité à 20 km/h. En tout état de cause, la vitesse sur les pistes non revêtues est adaptée.</li><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. À cet effet, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues en cas de besoin ;</li><li>- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent. Cette obligation est notifiée aux clients et contrôlée par l'exploitant de la carrière. ;</li><li>- les chantiers et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin, et notamment lorsque les conditions météorologiques l'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières. - - les pistes de roulage sont arrosées, en tant que de besoin par temps sec et venteux, au moyen d'une citerne à eau mobile.</li></ul>
<b>Constats :</b> La visite d'inspection du 30/08/22 a mis en évidence le respect des prescriptions relatives à l'article 2.1.2 – réduction des émissions de poussières - de l'AP du 31/03/2022. En effet, l'exploitant a présenté l'ensemble des mesures mises en place pour limiter l'émission et la propagation de poussières sur son site. On peut notamment citer l'utilisation, 2 fois/jour au minimum et en tant que de besoin, de l'arroseuse tombereau A25C équipée d'une citerne permettant de nettoyer les pistes et les zones non équipées d'asperseurs. On peut également rappeler la présence des asperseurs au niveau de la piste d'accès au pont bascule, du pont bascule, de la zone bureau et du stock sable. Par ailleurs, une attention particulière est portée par l'exploitant sur les camions non équipés de bâche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières à l'installation de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site. La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours. Une consigne définit les modalités de ces opérations. L'aspersion au niveau des convoyeurs, des points de chute... devra, le cas échéant, être mise en place. Les dispositifs de réduction des émissions de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux, implantés en tant que de besoin, sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos. Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.
<b>Constats :</b> La visite d'inspection du 30/08/22 a permis de faire un point détaillé sur le fonctionnement de l'installation de traitement vis-à-vis de la problématique "poussières". L'installation est équipée de dépoussiéreurs à manches filtrantes (24 manches sur l'installation). À noter que chaque manche est remplacée en hiver. Par ailleurs, les convoyeurs qui alimentent l'installation sont équipés de séquenceurs associés à des compresseurs permettant de décolmater la poussière accumulée. Les observations apportées dans le cadre des signalements formulés par la commune d'Aime-La-Plagne font état de dysfonctionnement de certains dispositifs d'abattage des poussières situés sur l'installation de traitement. Les constats relevés par le service d'inspection des installations classées ne confirment pas ces observations. Pour autant, les dispositifs d'abattage des poussières peuvent parfois être défaillants (pannes mécaniques) et font donc l'objet d'une maintenance préventive de la part de l'exploitant. À noter que les trémies (primaire et secondaire) sont quant à elles équipées d'un système d'aspersion.  Les constats effectués sur site montrent que la poussière émise est liée au fonctionnement normal de l'installation dans des conditions météorologiques exceptionnelles (période très sèche et légèrement venteuse).
<b>Observations :</b> Un point de vigilance devra être apporté sur la formalisation des consignes d'entretien des installations. Le plan d'actions des opérations de maintenance devra être mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure des retombées de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives. La vitesse et la direction du vent, la température et la pluviométrie sont mesurées et enregistrées par une station météorologique représentative ou dédiée. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Le respect de la norme de la norme NF X 43-014 (2017) – méthode des jauges de retombées – est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. La localisation des points de mesures est annexée en annexe 4 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant, lors de la visite, nous présente le plan de surveillance des émissions de poussières daté d'octobre 2018. Les mesures effectuées dans le cadre de ce plan de surveillance sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. La localisation des points de mesures est conforme au plan de localisation présent en annexe 4 de l'AP du 31/03/2022.
<b>Observations :</b> Le bilan annuel des mesures réalisées sur l'année 2021 sera transmis au service d'inspection des installations classées. Ils seront accompagnés des résultats des mesures réalisées depuis le début de l'année 2022 soit 3 campagnes de mesures correspondant aux 3 premiers trimestres de l'année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les besoins en eau de la carrière CMSE sont couverts via deux prélèvements au niveau du Nant Agot :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'un via un bassin qui est alimenté naturellement par le Nant-Agot sachant que le trop plein retourne dans celui-ci. Il n'y a pas de pompe dans ce bassin. En fonction des besoins, l'eau est directement aspirée par l'arroseuse de manière à remplir la citerne mobile. Les eaux servent à l'arrosage des pistes.</li> <li>• Un captage en amont de la carrière dans le lit du torrent Nant-Agot achemine l'eau à Villette et à la carrière par dérivation. Ce captage est situé sur la parcelle ZT 144 de la commune d'Aime la Plagne. L'eau s'écoule par gravité depuis le captage, plusieurs regards permettent de suivre son écoulement depuis l'endroit où l'eau est captée jusqu'à la carrière. Ces eaux vont dans une citerne tampon enterrée et sont soit utilisées au niveau de la centrale à béton voisine, soit acheminées vers une citerne au niveau de l'installation de traitement pour être utilisées au niveau des asperseurs (stocks, plateforme de stockage et pistes), pour la brumisation de l'entrant au niveau de l'installation ou encore si nécessaire pour le nettoyage de l'installation.</li> </ul> <p>Un compteur placé juste en amont de l'alimentation de cette citerne permet de connaître la consommation en eau pour les besoins de la carrière CMSE.</p> <p>Les activités de la carrière CMSE prélèvent au maximum 5 000 m<sup>3</sup> d'eau par an dans le Nant Agot répartis de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 000 m<sup>3</sup> prélevés au niveau de la citerne de l'installation</li> <li>• 2 000 m<sup>3</sup> prélevés au niveau du bassin de remplissage (pour les besoins de la citerne arroseuse).</li> </ul> <p>Afin de ne pas être dépendant du débit du Nant Agot, l'exploitant formulera, dans les 6 mois qui suivent le renouvellement des activités, une demande de raccordement au réseau d'adduction d'eau communal.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral n°2022-0456 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période d'étiage pour les cours d'eau et les nappes souterraines dans le département de la Savoie, un point de situation a été fait sur les prélèvements et les consommations en eau de la carrière CMSE à Aime-La-Plagne.</p> <p>Les relevés déjà réalisés sur 2022 montrent un rythme de consommation inférieure aux années précédentes : 2640 + 668 = 3 308 m<sup>3</sup> (au 30/08/2022) pour un prélèvement maximum établi à 5 000 m<sup>3</sup> pour une année.</p> <p>Par ailleurs et selon les engagements de la société CMSE, une demande de raccordement au réseau d'adduction d'eau gérée par la régie « Les Eaux d'Aime » a été formulée par écrit le 24/03/2022.</p> <p>La mise en œuvre de ce raccordement est donc en cours. Pour rappel, le prélèvement d'eau potable est limité aux seuls usages de secours dans la mesure où le débit du Nant Agot resterait insuffisant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Adaptation des prescriptions sur la surveillance en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de sécheresse, dès le niveau de vigilance, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information et sensibilisation du personnel sur les économies d'eau, la surveillance accrue des rejets d'effluents aqueux et la prévention des pollutions accidentelles.</li> <li>• Affichage de consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle (locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, et locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau).</li> <li>• Information de l'inspection des installations classées concernant les périodes d'arrêt prévues.</li> <li>• Vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents aqueux pollués ou susceptibles d'être rejetés.</li> <li>• Vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure (débit et qualité des rejets d'effluents aqueux).</li> </ul> <p>En complément des mesures précédentes, à partir du niveau d'alerte, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre.</li> <li>• Interdiction des usages de l'eau qui ne sont pas indispensables au fonctionnement de l'installation ;</li> <li>• Réduction au strict minimum des usages de l'eau nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations sans réduction de l'activité ;</li> <li>• Report des opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien de la réduction des impacts poussière.</li> </ul> <p>En complément des mesures précédentes, à partir du niveau d'alerte renforcée, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre.</li> <li>• Limitation des flux polluants dans les rejets canalisés pouvant nécessiter une réduction d'activité.</li> </ul> <p>En complément des mesures précédentes, à partir du niveau de crise, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre.</li> <li>• Interdiction des usages non prioritaires de l'eau.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À la suite de la notification des nouvelles prescriptions de l'AP du 31/03/2022 portant sur les adaptations des prescriptions sur la surveillance en cas de sécheresse, l'exploitant a été interrogé sur la mise en œuvre de ces mesures.</p> <p>L'échange réalisé sur site avec l'exploitant montre la nécessité de mieux formaliser les mesures à mettre en œuvre dans le cadre de l'application de cet arrêté. Un certain nombre de mesures est réalisé (sensibilisation du personnel, suivi du niveau de situation, réflexion sur les difficultés d'usage entre réduction de la consommation en eau et l'abattage des poussières) sans pour autant pouvoir les mettre en lien avec les différents niveaux de situation de gestion.</p>
<b>Observations :</b> Conformément à l'article 3.3 de l'AP du 31/03/2022, il est demandé à l'exploitant de définir et formaliser un plan d'actions des mesures de gestion mises en œuvre en fonction des différents niveaux de situation de gestion (reprenant l'ensemble des actions déjà réalisées sur le site).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet